

STATUTS DE L'ASBL « LES PLUS BEAUX VILLAGES DE WALLONIE »

Constituée le 28-12-1994

Numéro d'identification : 455 279 002

TITRE I – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL - DUREE

Art. 1 :

L'association est dénommée « Les Plus Beaux Villages de Wallonie ».

Dans le cadre de ses missions de sensibilisation, d'information et d'aide à la décision, l'association pourra également être dénommée "La Maison des Plus Beaux Villages de Wallonie"

Art. 2 :

Son siège social est établi à 5332 – CRUPET, Rue Haute, 7, dans l'arrondissement judiciaire de Namur.

Il peut être transféré, par décision de l'Assemblée générale, dans tout autre lieu. Toute modification du siège doit être publiée dans le mois de sa date, aux annexes du Moniteur belge.

Art. 2bis :

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

TITRE II –BUT

Art. 3 :

L'association a pour objet ;

- l'identification, la mise en réseau, la protection, la mise en valeur et le développement économique et social des Plus Beaux Villages de Wallonie ainsi que la promotion, au sein du public, d'une des plus importantes richesses touristiques, architecturales et culturelles de la Wallonie.

- de faire prendre conscience de la situation de communes rurales qui, frappées par la dévitalisation économique et sociale, doivent continuer de préserver et d'entretenir un patrimoine d'intérêt général.

- la sensibilisation, l'information et l'aide à la décision relative au règlement général sur les bâtisses en site rural, notamment dans les périmètres d'application qui concernent les villages reconnus par l'ASBL "Les Plus Beaux Villages de Wallonie"

Elle peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles se rapportant directement ou indirectement à son but. Elle peut notamment accomplir tous les actes et opérations civils, mobiliers ou immobiliers, contribuant ou pouvant contribuer à la réalisation de son but.

TITRE III –MEMBRES.

SECTION I – ADMISSION.

Art. 4 :

L'association est composée de membres effectifs et de membres adhérents (« Club des amis »). Les membres adhérents ne disposent d'aucun droit de vote au sein des différents organes de décision de l'association.

Comme stipulé à l'article 14 des présents statuts, seuls les deux mandataires représentant ces membres adhérents au sein du Collège n°6 du conseil d'administration exercent un droit de vote similaire à celui des membres effectifs.

Le nombre minimum des membres ne peut être inférieur à neuf (9).

Le nombre de membres effectifs est illimité.

Aucun membre de l'association n'encourt de responsabilité personnelle pour les engagements pris pour l'association.

Art. 5 :

Les membres effectifs sont les membres fondateurs soussignés ainsi que toute personne physique ou morale qui est admise en qualité de membre effectif par le Conseil d'Administration avec, pour les Communes, l'obligation de posséder sur leur territoire un village ayant obtenu le label « Les Plus Beaux Villages de Wallonie ». Toute candidature doit être formulée par écrit.

Cette dernière sera analysée par le Conseil d'administration qui la transmettra pour décision à l'Assemblée générale qui délibère à la majorité simple.

Chaque membre effectif est tenu de s'acquitter du paiement d'une cotisation annuelle telle que décrite au titre IV – art.9.

Art. 6 :

L'octroi du label est du ressort de l'Assemblée Générale. Il est octroyé sur base d'une proposition du Conseil d'Administration et sur avis du Comité de Sélection institué par le Conseil. Ce Comité de Sélection base son avis sur la Charte de Qualité de l'association approuvée par l'Assemblée Générale et qui reste annexée aux présents statuts.

SECTION II – DEMISSION-EXCLUSION

Art. 7 :

Les membres effectifs sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant, par écrit, leur démission au Conseil d'Administration qui la communique à la plus prochaine assemblée générale qui suit. Est réputé démissionnaire le membre effectif qui ne paie pas sa cotisation dans le mois du rappel qui lui est adressé par lettre recommandée à la poste. L'exclusion d'un membre effectif ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

Toute infraction grave aux statuts ou à la loi entraîne l'exclusion du membre personne morale et/ou de son représentant ou du membre personne physique.

Toute décision d'exclusion d'un membre effectif doit être motivée et notifiée par courrier recommandé au membre exclu.

Le décès d'un membre personne physique, ainsi que la dissolution, la fusion, la nullité ou la faillite du membre personne morale, impliquent la perte de la qualité de membre effectif.

Art. 8 :

L'associé démissionnaire ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droits de l'associé décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaire.

Les cotisations payées pour l'année en cours restent acquises à l'association.

Si des cotisations sont impayées pour l'année en cours, elles restent dues par le membre démissionnaire ou exclu qui reste tenu de les payer.

Si les membres sont en possession de quelque bien que ce soit appartenant à l'association, ils doivent procéder à sa restitution dans le mois de leur démission ou exclusion.

Art. 8bis :

L'association tient un registre des membres. Ce registre est tenu au siège de l'association. Il comprend les indications suivantes :

- pour les membres personnes physiques : leur nom, prénom et résidence
- pour les membres personnes morales : leur dénomination, leur forme juridique et l'adresse de leur siège social.

Toutes les décisions concernant l'admission, la démission, l'exclusion des membres y sont consignées dans les huit jours de la connaissance de la décision par le conseil d'administration.

Tous les membres peuvent consulter le registre au siège de l'association.

TITRE IV – COTISATION.

Art. 9 :

Les membres effectifs sont astreints à une cotisation annuelle maximale de 1250€. La détermination des cotisations annuelles des différentes catégories de membres sera arrêtée par le règlement d'ordre intérieur approuvé par l'Assemblée Générale.

Les Communes ayant la qualité de membre effectif, c'est-à-dire comptant un village classé un des « Plus Beaux Villages de Wallonie » et les associations représentant un village labellisé (à défaut de la commune), sont astreintes à une cotisation de 500 € majorée de 0,12 € par habitant du village labellisé sans que la cotisation totale ne puisse dépasser le maximum repris à l'alinéa 1er.

TITRE V – ASSEMBLEE GENERALE.

Art. 10 :

L'Assemblée Générale est composée de tous les membres effectifs : elle est le pouvoir souverain de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la Loi ou les présents statuts. Sont notamment réservés à sa compétence ;

1. les modifications aux statuts sociaux,
2. la nomination et la révocation des administrateurs,
3. la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans le cas où une rémunération est attribuée
4. la décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires
5. l'approbation des budgets et des comptes,
6. la dissolution volontaire de l'association,
7. les exclusions de membres,
8. la transformation de l'association en société à finalité sociale,
9. tous les cas où les statuts l'exigent

Art. 11 :

Il doit être tenu au moins une assemblée par année, dans le courant du second trimestre. L'association peut être réunie en Assemblée Générale extraordinaire à tout moment sur décision du Conseil d'Administration. Chaque réunion se tiendra aux jour, heure et lieu mentionnés dans la convocation. Tous les membres doivent y être convoqués.

Art. 12 :

L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration par lettre ordinaire, adressée à chaque membre au moins huit jours avant la tenue de l'Assemblée, et signée par le Président ou le secrétaire, au nom du Conseil d'Administration. L'ordre du jour est mentionné dans la convocation.

La convocation peut également se faire par courrier électronique.

Sauf dans les cas prévus aux articles 8, 12 et 20 de la Loi du 27-06-1921, l'Assemblée Générale peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour.

Toute décision de transformation de l'association doit être exécutée conformément aux conditions énoncées en l'article 26 quater.

Art. 13 :

Chaque membre a le droit d'assister à l'Assemblée. Il peut se faire représenter par un mandataire (membre ou non de l'association) de son choix. Chaque membre ne peut être titulaire que de deux procurations écrites. Tous les associés ont un droit de vote égal, chacun disposant d'une voix.

Art. 14 :

L'Assemblée doit être convoquée par le Conseil d'Administration lorsqu'un cinquième des associés en fait la demande. De même, toute proposition signée par au moins un vingtième des membres doit être portée à l'ordre du jour.

Seuls les deux mandataires siégeant au sein du Collège n°6 (Club des amis) représentant les membres adhérents bénéficient du droit de vote à l'Assemblée générale et ce aux mêmes conditions que les membres effectifs.

Art. 15 :

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, à défaut, par l'un des vice-présidents qui le remplacera.

Art. 16 :

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf dans le cas où il en serait décidé autrement par la Loi ou les présents statuts. En cas de partage des voix, celle du Président ou du vice - président qui le remplace est prépondérante.

Toute procédure de modification de statuts requiert qu'au moins deux tiers des membres soient présents ou représentés à l'assemblée générale.

Il est, par ailleurs, nécessaire d'obtenir un vote de deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Si la modification devait porter sur le but de l'association, il est nécessaire d'obtenir quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

Si deux tiers des membres ne devaient pas être présents ou représentés lors d'une première assemblée générale, une seconde convocation sera envoyée, au minimum huit jours avant la seconde assemblée générale et au moins quinze jours après la première assemblée générale.

Art. 17 :

L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association ou de la modification des statuts que conformément aux articles 8 et 20 de la Loi du 27-06-1921 relative aux associations sans but lucratif, telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002.

Toutes les décisions relatives à une ou des modification(s) aux statuts ou à la dissolution de l'association doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce et être publiées conformément aux dispositions légales.

L'éventuelle dissolution de l'association requiert les quatre cinquième des votes.

Art. 18 :

Les décisions de l'Assemblée Générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire. Ils sont conservés au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement et dans les conditions fixées par la loi et ses arrêtés royaux d'application. Tous les membres ou tiers justifiant d'un intérêt peuvent demander des extraits signés par le Président du Conseil d'Administration et par le Secrétaire.

L'intérêt qui doit être justifié est apprécié souverainement par le Conseil d'administration.

Toute modification des statuts sera déposée au greffe du Tribunal du commerce qui se chargera de la transmettre au Moniteur belge.

TITRE VI – ADMINISTRATION-GESTION JOURNALIERE.

Art. 19 :

L'association est administrée par un Conseil d'Administration de 9 membres au moins et de 43 au plus dont 40 nommés par l'Assemblée Générale parmi les associés. Tous les administrateurs sont en tout temps révocables par elle. Le mandat d'administrateur a une durée de 6 ans et est exercé à titre gratuit.

Toutes les compétences qui ne sont pas expressément réservées à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts, sont exercées par le conseil d'administration.

Le nombre d'administrateurs doit être inférieur au nombre de membres.

Les administrateurs personnes morales doivent indiquer, au plus tard lors de leur nomination au conseil d'administration, quelle sera la personne physique déléguée pour la représenter.

Ces mêmes administrateurs ont l'obligation d'informer, le plus rapidement possible, le conseil d'administration, ou à tout le moins son président, de toute modification concernant l'identité des personnes habilitées à les représenter au conseil d'administration.

Les administrateurs nommés par l'Assemblée Générale sont répartis en 6 collèges :

le collège n° 1 est constitué de représentants des villes et Communes membres de l'association. Ils détiennent au maximum 12 mandats,

le collège n° 2 est constitué de membres fondateurs. Ils détiennent au maximum 3 mandats,

le collège n° 3 est constitué de membres représentant des associations locales de villages ayant reçu le label « Les Plus Beaux Villages de Wallonie ». Ils détiennent au maximum 9 mandats,

le collège n° 4 est constitué de représentants des pouvoirs publics ou d'institutions para-publiques. Ils détiennent au maximum 5 mandats,

le collège n° 5 est constitué de membres représentant des entreprises ou associations intéressées. Ils détiennent au maximum 5 mandats,

le collège n° 6 est constitué de membres représentant le « Club des Amis » de l'association. Ils détiennent au maximum 2 mandats.

En outre, trois mandats d'administrateurs sont attribués de plein droit aux personnes morales de droit public suivantes ;

Commissariat Général au Tourisme – 1 mandat,

Région Wallonne – 2 mandats répartis comme suit ; un mandat à la Direction Générale du Territoire et du Logement et l'autre mandat à la Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement.

Art. 20 :

En cas de vacance au cours d'un mandat, un administrateur provisoire peut être nommé par l'Assemblée Générale. Il achève, dans ce cas, le mandat de l'administrateur qu'il remplace. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Tant qu'un tel administrateur provisoire n'a pas été nommé, l'administrateur sortant continue à exercer sa mission.

Le conseil d'administration peut exiger la démission d'un de ses membres si celui-ci commet un acte portant préjudice à l'association.

A titre d'exemples non exhaustifs : celui qui génère un conflit d'intérêts ou engage l'association dans un sens contraire aux décisions de celle – ci.

S'ils sont en possession de quelque bien que ce soit appartenant à l'association, les administrateurs sortants doivent procéder à sa restitution dans le mois de la cessation de leur mandat.

Art. 21 :

Le Conseil désigne parmi ses membres un Président. Il désigne 6 Vice-Présidents représentant chacun un collège. Il désigne, en outre, un trésorier, un administrateur délégué et un secrétaire dont il fixe les compétences.

Ils constituent le Comité de Gestion. En cas d'empêchement du Président, ses fonctions sont assumées par un des vice-présidents et à défaut par le plus âgé des administrateurs présents.

Art. 22 :

Le Conseil se réunit sur convocation du Président ou du Secrétaire. Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix. Quand il y a parité des voix, celle du Président ou de son remplaçant est prépondérante. Elles sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le Président et le Secrétaire. Les extraits qui doivent être produits et tous les autres actes seront signés par le Président et le Secrétaire.

La convocation, envoyée au moins huit jours à l'avance par courrier ordinaire ou par voie électronique, mentionne les lieu, date, heure et ordre du jour du conseil convoqué.

Chaque administrateur ne peut être porteur que de deux procurations.

Art. 23 :

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration de l'association. Sont seuls exclus de sa compétence les actes réservés par la Loi ou les présents statuts à celle de l'Assemblée Générale ou du Comité de Gestion.

Il peut notamment, sans que cette énumération soit limitative, faire et passer tous actes et tous contrats, transiger, compromettre, acquérir, échanger, vendre tous biens meubles et immeubles, hypothéquer, emprunter, conclure des baux de toute durée, accepter tous legs, subsides, donations et transferts, renoncer à tous droits, conférer tous pouvoirs à des mandataires de son choix, associés ou non, représenter l'association en justice, tant en défendant qu'en demandant.

Il peut ainsi toucher et recevoir toutes sommes et valeurs, retirer toutes sommes et valeurs consignées, ouvrir tous comptes auprès des banques et de l'Office des chèques postaux, effectuer sur lesdits comptes toutes opérations et notamment tout retrait de fonds par chèque, ordre de virement ou de transfert ou tout autre mandat de paiement, prendre en location tout coffre en banque, payer toutes sommes dues par l'association, retirer de la poste, de la douane, de la société des chemins de fer par lettres, télégrammes, colis, recommandés, assurés ou non, encaisser tous mandats-poste ainsi que toutes assignations ou quittances postales.

Il peut renoncer à tous droits contractuels ou réels ainsi qu'à toutes garanties réelles ou personnelles, donner mainlevée, avant ou après paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies ou autres empêchements, exécuter tous jugements, transiger et compromettre.

Enfin, il nomme tous les agents, employés et membres du personnel de l'association, les destitue, détermine leur occupation et leur rémunération.

Art. 24 :

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues, au nom de l'association, par le Conseil d'Administration, dans les conditions prévues à l'article 26 des présents statuts.

Art. 25 :

Les actes qui engagent l'association, autres que ceux de gestion journalière, sont signés, à moins d'une délégation spéciale du Conseil, soit par le Président et le Secrétaire, soit par deux administrateurs, lesquels agissant en tant qu'organes n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers.

Le conseil conserve toutefois la possibilité, pour l'accomplissement d'actes particuliers, de conférer un mandat spécial à un mandataire de son choix. Ledit mandat sera régi par le droit commun des contrats. En cas d'excès de pouvoir par le mandataire, l'association ne sera pas liée.

Art. 26 :

Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 27 :

Le conseil d'administration est habilité à accepter à titre provisoire les libéralités, telles que décrites à l'article 16 de la loi, faites à l'association et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leurs acquisitions.

Art. 28 :

La gestion courante est confiée au Comité de Gestion prévu à l'article 21. Il décide des actions, autres que judiciaires, de l'association, sauf à faire approuver ses décisions par le Conseil d'Administration en ce qui concerne les dépenses non prévues lors de l'adoption du budget annuel. Il peut déléguer un administrateur pour une mission particulière relative à la gestion de l'association et conférer tous pouvoirs spéciaux à un mandataire de son choix.

Le comité peut fixer la rémunération éventuelle de ces mandataires. Il se réunit selon les besoins et au minimum une fois par trimestre.

La signature sociale est confiée à l'administrateur délégué et/ ou au trésorier.

Tant la nomination que la cessation des fonctions des personnes composant le comité de gestion doivent être déposées au dossier au greffe du Tribunal de commerce et faire l'objet d'une publication.

TITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 29 :

L'exercice social commence le premier janvier pour se clôturer le trente et un décembre.

Art. 30 :

Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale ordinaire.

Art. 31 :

Sans préjudice de l'article 17§5 de la loi, l'assemblée pourra désigner deux commissaires, membres ou non, chargés de vérifier les comptes de l'association et de présenter son rapport annuel.

Elle déterminera la durée de leur mandat.

Art. 32 :

En cas de dissolution de l'association, l'Assemblée Générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

A dater de cette décision, l'association devra mentionner en tous ses actes, documents et pièces, qu'elle est une « ASBL en dissolution ».

Art. 33 :

Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, à quelque moment ou par quelque cause qu'elle se produise, l'actif net de l'association dissoute sera affecté à des associations poursuivant un but semblable à désigner par l'assemblée générale.

Art. 34 :

Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par la Loi du 27-06-1921, régissant les associations sans but lucratif, telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002.